loix, ni en un mot le *Droit Romain* proprement dit.

Il est vrai que pour donner à cette réflexion une consistance parfaite, il faudroit prouver que les Romains, les Gaulois, les Francs n'avoient pas de ce droit une idée fort avantageuse, & qu'ils étoient bien éloignés de le regarder comme un chef-d'œuvre; car il est à croire que si, malgré ses défauts, on le trouvoit bon à Rome, il a joui là & ailleurs d'une grande considération, & a paru dès-lors propre à servir de loix aux nations. Mais l'auteur prenant les choses sous le point de vue où elles devroient être, si la vérité & la sagesse les arrangeoient dans ce monde, conclut que ce qui n'étoit pas avantageux aux nations, ne porte point avec soi le préjugé d'antiquité fondé sur ce titre; & acquérant par-là le droit d'examiner plus sévèrement les preuves de l'opinion reçue, il les rejette les unes après les autres. C'est ainsi qu'il soutient qu'il n'y a rien de commun entre le titre de *citoyen romain* communiqué par Caracalla à tous les sujets de l'empire, & l'adoption du *Droit Romain* par tous les sujets & les alliés de l'empire devenus citoyens de Rome; qu'il faut mettre une différence entre des loix de gouvernement & de police (qui étoient des loix *romaines* parce qu'elles émanoient de l'empire) & l'adoption du *Droit Romain*; que la quantité de loix de police rédigées à *Trèves*, ne prouve pas que le *Droit Romain* ait été le droit commun des *Tréviens* en particulier, ou celui des *Gaulois* en général,